

# Le Grain de sable en Isère

Bulletin n° 51 de novembre 2010 - Prix : 0,2 €

« Quand l'Ordre est injuste, le Désordre est déjà un commencement de justice ». (Romain Rolland)

## La crise de l'Euro et la crise européenne

C'est l'intitulé de la journée qu'Attac-France a organisé le 6 novembre à Paris. Il y eu deux tables rondes et après chacune d'elle un débat riche et intense sur le bilan de la zone euro et la stratégie pour des politiques alternatives.

### Que peut-on en dire ?

Sur le premier point, le bilan de la zone euro, un certain consensus s'est affirmé : l'UEM (l'union économique et monétaire) est en crise structurelle insoutenable. Elle ne peut continuer en l'état. Fondée sur deux piliers, un marché unique avec sa monnaie unique (l'Acte unique et Maastricht) on a affaire à une monnaie et un marché sans Etat. La Banque centrale européenne (BCE) est indépendante des politiques mais dépendante des marchés.

Les causes de cette crise sont le fait de deux échecs :

- 1) La monnaie unique a fait diverger les Etats. D'un coté l'Allemagne, l'Autriche et le Benelux (ex zone mark) avec des salaires en faible augmentation, un taux d'intérêt réel (taux bancaire - taux d'inflation) élevé, peu d'endettement, forte compétitivité, excédents commerciaux élevés et de l'autre les PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) avec des caractéristiques économiques contraires. Au bout de dix ans, les divergences sont très importantes et l'équilibre interne insoutenable.
- 2) L'absence de coordination budgétaire et fiscale a conduit à un échec des politiques économiques. Ce n'est qu'une politique du « tous contre tous » exacerbée par les dumpings fiscaux et sociaux.

Sur le deuxième point, les alternatives, trois scénarios ont été envisagés :

- 1) Sortir de la zone euro
- 2) Passer à une monnaie commune
- 3) Passer à une monnaie unique refondée

Sur le premier scénario, sortir de l'Euro, un débat s'est engagé avec d'un coté des positions fermes montrant que sortir de l'Euro serait une catastrophe en particulier pour les salariés qui subiraient de plein fouet les mesures d'austérités, de coupes dans les dépenses publiques qui suivraient la dévaluation. Peut-être mais, d'un autre coté, combien il nous en coûte d'y rester ? Le repli nationaliste actuel avec la montée de l'extrême-droite dans presque toute l'Europe appelle à une alternative. Où est « le » peuple européen ?

Sur le deuxième scénario, passer à une monnaie commune, cela consisterait à mettre en place une

monnaie pour les échanges internationaux sachant que les pays retrouveraient leur monnaie nationale. Ces dernières ne seraient convertibles qu'en monnaie unique

et ajustables suivant les excédents et déficits de chacun. Ainsi les pays de la zone auraient de nouveau le contrôle de leur politique monétaire, l'inconvénient serait que cela demande une très forte coopération entre les pays. Au vu des expériences passées (l'Ecu et les montants compensatoires ou encore le serpent monétaire européen) on peut se demander si les pays retrouveraient vraiment leur souveraineté.

Sur ce dernier point, la souveraineté des Etats, des voies se sont fait entendre aussi bien à la table ronde que dans la salle pour qu'Attac lance une campagne pour la « déprivatisation » de la monnaie. L'Euro est créé à 90% par les banques privées et, les 10% qui restent, le sont par la BCE, indépendante de tout contrôle démocratique...

Sur le troisième scénario, passer à une monnaie unique refondée, il est important d'avoir une masse critique pour ce type de monnaie. Cela nécessite des espaces régionaux de pays homogènes au niveau de leur économie et voisins pour éviter de trop grandes distances dans leurs échanges de biens. De plus il faut trois conditions :

- 1) Désarmer les marchés (contrôle social des banques)
- 2) Fonder une politique économique avec une BCE non indépendante et un budget significatif (5% du PIB) alimenté par des taxes sur les transactions financières (TTF)
- 3) Retour du politique en créant une monnaie qui soit politique et social et non simplement marchande (création monétaire contrôlée par le politique suivant un programme social et environnemental voté par le parlement)

Le problème de fond qui a imprégné cette journée est un problème de stratégie. Si le troisième scénario peut faire consensus, il est clair que son échéance est à moyen voire long terme. Or les conditions actuelles de la zone euro sont telles que nul ne sait ce qui va se passer à court terme et toutes les options sont possibles : sortie de l'euro d'un ou plusieurs pays ; création d'une nouvelle zone monétaire ; création d'une monnaie commune. La seule certitude est que le maintien de l'euro actuel revient à la régression sociale à perpétuité...

Cette journée est considérée comme une première étape. Il convient pour la journée suivante de situer les enjeux et de présenter les différentes solutions avec les arguments « pour » et les arguments « contre » pour ainsi voir plus clair dans les stratégies à adopter. A suivre donc...

Bruno Greslou